

LA CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏ TI

[du 10 mars 1987]

TITRE I DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏ TI SON EMBLEME - SES SYMBOLES

CHAPITRE I DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏ TI

ARTICLE 3:

L'emblème de la Nation Haïtienne est le Drapeau qui répond à la description suivante:

- a) Deux (2) bandes d'étoffe d'égales dimensions: l'une bleue en haut, l'autre rouge en bas, placées horizontalement;
- b) Au centre, sur un carré d'étoffe blanche, sont disposées les Armes de la République;
- c) Les Armes de la République sont : Le Palmiste surmonté du Bonnet de la Liberté et, ombrageant des ses Palmes, un Trophée d'Armes avec la Légende: L'Union fait la Force.

ARTICLE 5:

Tous les Haïtiens sont unis par une Langue commune : le Créole.
Le Créole et le Français sont les langues officielles de la République.

Titre III DU CITOYEN - des DROITS et DEVOIRS FONDAMENTAUX

CHAPITRE I Chapitre II - Des Droits Fondamentaux

SECTION C DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

ARTICLE 28:

Tout haïtien ou toute haïtienne a le droit d'exprimer librement ses opinions, en toute matière par la voie qu'il choisit.

ARTICLE 28.1:

Le journaliste exerce librement sa profession dans le cadre de la loi. Cet exercice ne peut être soumis à aucune autorisation, ni censure sauf en cas de guerre.

ARTICLE 28.2:

Le journaliste ne peut être forcé de révéler ses sources. Il a toutefois pour devoir d'en vérifier l'authenticité et l'exactitude des informations. Il est également tenu de respecter l'éthique professionnelle.

ARTICLE 28.3:

Tout délit Presse ainsi que les abus du droit d'expression relèvent du Code Pénal.

SECTION D DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

ARTICLE 30:

Toutes les religions et tous les cultes sont libres. Toute personne a le droit de professer sa religion et son culte, pourvu que l'exercice de ce droit ne trouble pas l'ordre et la paix publics.

SECTION E DE LA LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

ARTICLE 31:

La liberté d'association et de réunion sans armes à des fins politiques, économiques, sociales, culturelles ou toutes autres fins pacifiques est garantie.

SECTION H DE LA PROPRIÉTÉ

ARTICLE 38:

La propriété scientifique, littéraire et artistique est protégée par la loi.

SECTION I DROIT A L'INFORMATION

ARTICLE 40:

Obligation est faite à l'Etat de donner publicité par voie de presse parlée, écrite et télévisée, en langues créole et française aux lois, arrêtés, décrets, accords internationaux, traités, conventions, à tout ce qui touche la vie nationale, exception faite pour les informations relevant de la sécurité nationale.

TITRE VI DES INSTITUTIONS INDÉPENDANTES

CHAPITRE V DE L'UNIVERSITÉ - DE L'ACADÉMIE - DE LA CULTURE

ARTICLE 209:

L'Etat doit financer le fonctionnement et le développement de l'Université d'Haï ti et des Ecoles Supérieures publiques. Leur organisation et leur localisation doivent être envisagées dans une perspective de développement régional.

ARTICLE 211.1:

Les Universités et Ecoles Supérieures Privées ou Publiques dispensent un Enseignement Académique et pratique adapté à l'évolution et aux besoins du développement national.

ARTICLE 213:

Une Académie haï tienne est instituée en vue de fixer la langue créole et de permettre son développement scientifique et harmonieux.

ARTICLE 213.1:

D'autres académies peuvent être créées.

ARTICLE 214:

Le titre de Membre de l'Académie est purement honorifique.

ARTICLE 214.1:

La loi détermine le mode, l'organisation et le fonctionnement des académies.

ARTICLE 215:

Les richesses archéologiques, historiques, culturelles et folkloriques du Pays de même que les richesses architecturales, témoin de la grandeur de notre passé, font partie du Patrimoine National. En conséquence, les monuments, les ruines, les sites des grands faits d'armes de nos ancêtres, les centres réputés de nos croyances africaines et tous les vestiges du passé sont placés sous la protection de l'Etat.

ARTICLE 216:

La loi détermine pour chaque domaine les conditions spéciales de cette protection.

TITRE XV DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 297:

Toutes les Lois, tous les Décrets-Lois, tous les Décrets restreignant arbitrairement les droits et libertés fondamentaux des citoyens notamment:

a) Le Décret-Loi du 5 septembre 1935 sur les croyances superstitieuses;

....

Sont et demeurent abrogés.

Donné au Palais Législatif, à Port-au-Prince, siège de l'Assemblée Nationale Constituante, le 10 Mars 1987, An 184^{ème} de l'Indépendance.